

Le Credit Suisse publie son rapport de gestion 2017, ainsi que le Corporate Responsibility Report, la brochure «Corporate Responsibility – At a Glance» et l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 27 avril 2018.

Ces documents seront disponibles en ligne dès aujourd'hui à 7h00 HEC.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire publié par le Conseil d'administration de Credit Suisse Group AG comprend notamment les points suivants:

- **Proposition d'une distribution aux actionnaires de 0.25 CHF par action nominative pour l'exercice 2017 sous la forme d'un paiement en espèces.**
- **Proposition d'élire Michael Klein et Ana Paula Pessoa en tant que nouveaux membres du Conseil d'administration pour un mandat allant jusqu'à la fin de la prochaine Assemblée générale annuelle.**
- **Richard E. Thornburgh, qui a atteint la durée maximale de mandat, ne se présentera pas à la réélection au Conseil d'administration.**
- **Proposition de réélire le président et tous les autres membres du Conseil d'administration.**
- **Approbation de la rémunération du Conseil d'administration et du Directoire, et vote consultatif sur le rapport de rémunération 2017**

Zurich, 23 mars 2018 **Credit Suisse Group AG et Credit Suisse AG ont publié aujourd'hui leur rapport de gestion 2017, qui comprend les comptes annuels révisés et le rapport de rémunération du Credit Suisse. Le Corporate Responsibility Report et la brochure «Corporate Responsibility – At a Glance» ont également été publiés. En outre, le Conseil d'administration de Credit Suisse Group AG a communiqué aujourd'hui son ordre du jour pour l'Assemblée générale ordinaire du 27 avril 2018.**

Distribution prélevée sur les réserves provenant d'apports de capital

Comme annoncé, le Conseil d'administration propose, pour l'exercice 2017, la distribution de 0.25 CHF en espèces par action nominative par prélèvement sur les réserves issues d'apports en capital. Il n'offre plus aux actionnaires la possibilité de percevoir un dividende optionnel afin d'éviter l'effet de dilution liée au dividende optionnel proposé jusqu'ici. Le paiement de la distribution en espèces est prévu pour le 8 mai 2018.

Changements au sein du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Credit Suisse Group AG proposera d'élire Michael Klein et Ana Paula Pessoa en tant que nouveaux membres non exécutifs du Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 27 avril 2018, pour un mandat jusqu'à la fin de la prochaine Assemblée générale annuelle.. Michael Klein est un professionnel reconnu du monde bancaire international et un expert ayant à son actif plus de trente années d'expérience dans les services bancaires et financiers. Ana Paula Pessoa dispose d'une vaste expérience en finance et en stratégie de plus de vingt ans.

Richard E. Thornburgh, qui a atteint la durée maximale de mandat, ne se présentera pas à la réélection au Conseil d'administration de Credit Suisse Group AG.

Le président du Conseil d'administration Urs Rohner et les autres membres du Conseil d'administration de Credit Suisse Group AG se présenteront à la réélection pour un mandat jusqu'à la fin de la prochaine Assemblée générale annuelle..

Approbation de la rémunération du Conseil d'administration et du Directoire

En conformité avec les exigences de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires vote, séparément et avec force obligatoire, sur la rémunération globale du Conseil d'administration et du Directoire.

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires approuve sur une base annuelle la rémunération du Conseil d'administration, à l'avance, et pour la période allant jusqu'à la prochaine Assemblée générale ordinaire des actionnaires uniquement. Pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire de 2019, le Conseil d'administration propose, pour approbation, un montant maximal de 12,0 millions CHF pour la rémunération du Conseil d'administration.

En outre, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires approuve sur une base annuelle la rémunération du Directoire, qui est constituée de trois composantes: rémunération fixe, rémunération incitative variable à court terme et rémunération incitative variable à long terme. Pour l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires 2018, le Conseil d'administration propose l'approbation du montant total de 25,46 millions CHF pour la rémunération incitative variable à court terme du Directoire pour l'exercice 2017 (vote rétroactif). Le Conseil d'administration propose également d'approuver le montant maximal de 31,0 millions CHF pour la rémunération fixe du Directoire pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire 2019 (vote prospectif), ainsi que le montant maximal de 58,5 millions CHF pour la rémunération incitative variable à long terme pour l'exercice 2018 (vote prospectif).

Vote consultatif sur le rapport de rémunération 2017

Conformément à la pratique des années précédentes, le rapport de rémunération 2017, qui fait partie intégrante du rapport de gestion de Credit Suisse Group AG, sera soumis à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pour vote consultatif.

Invitation à l'Assemblée générale ordinaire et publication de l'ordre du jour

L'invitation à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires et l'ordre du jour sont disponibles sur le site Internet du Credit Suisse: www.credit-suisse.com/agm.

Rapport de gestion 2017

Le rapport de gestion 2017 comprend une description détaillée de la stratégie, de la structure organisationnelle et de la gouvernance d'entreprise du Groupe, ainsi que les Instructions régissant la rémunération, la trésorerie et la gestion des risques. Il contient également une analyse des résultats opérationnels et financiers du Groupe, ainsi que les comptes annuels révisés du Credit Suisse.

Les rapports Corporate Responsibility 2017

Le Corporate Responsibility Report 2017 montre de quelle manière Credit Suisse Group AG assume ses responsabilités en tant que banque envers la société et l'environnement. La brochure «Corporate Responsibility – At a Glance» offre un aperçu des activités et des processus les plus importants reflétant notre approche en matière de responsabilité d'entreprise dans nos affaires de base, en tant qu'employeur, envers la société et l'environnement,

Ces deux documents peuvent être téléchargés dès aujourd'hui, 7h00 HEC, et des versions imprimées peuvent être commandées gratuitement à l'adresse: www.credit-suisse.com/annualreporting.

Le rapport de gestion 2017 sur le formulaire 20-F sera transmis à la Securities and Exchange Commission (SEC - commission américaine de contrôle des opérations de bourse) dans le courant de la journée, ce 23 mars 2018, et sera disponible à l'adresse: www.credit-suisse.com/sec.

Communiqué sur les résultats du premier trimestre 2018

Le Credit Suisse annoncera ses résultats financiers du premier trimestre 2018 le 25 avril 2018 à 7h00 HEEC.

Biographies des nouveaux membres non exécutifs du Conseil d'administration proposés

Michael Klein, né en 1963 et ressortissant américain, est propriétaire et Managing Partner de M. Klein & Company, une société privée de conseil stratégique et financier ayant son siège à New York. De 1985 à 2008, il a occupé différentes fonctions chez Citigroup, respectivement au sein de Salomon Brothers, la société l'ayant précédée, notamment en tant que responsable Global Financial Entrepreneurs & Private Equity Coverage, responsable Investment Banking EMEA, co-responsable Global Investment Banking, CEO de Markets & Banking EMEA, CEO de Global Banking, co-président de Markets & Banking et président du Conseil d'administration et co-CEO de Markets & Banking. En outre, il a été vice-président du Conseil d'administration de Citigroup et président du Conseil d'administration de son Institutional Clients Group. Après avoir quitté Citigroup, il a notamment conseillé le gouvernement britannique pendant la crise financière. Michael Klein exerce différents mandats, notamment pour le Harvard Global Advisory Council, le World Food Programme et le Peterson Institute for International Economics. Michael Klein est titulaire d'un diplôme en économie de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie.

Ana Paula Pessoa, née en 1967 et ressortissante brésilienne, est associée, investisseuse et présidente de Kunumi AI, une start-up brésilienne active dans le domaine de l'intelligence artificielle. Depuis 2015, elle est membre indépendant du Conseil d'administration et membre du Strategy and Investment Committee de Vinci Group à Paris. Elle est en outre membre du conseil consultatif de l'Instituto Atlântico de Gobierno en Espagne depuis 2015. Par ailleurs, elle est membre indépendant du Conseil d'administration et membre de l'Audit Committee de News Corporation à New York depuis 2013. Ana Paula Pessoa est également membre du conseil consultatif de The Nature Conservancy depuis 2014 et membre de l'Audit Committee de la Fundação Roberto Marinho au Brésil depuis 2006. De 2015 à 2017, Ana Paula Pessoa a occupé la fonction de CFO du comité d'organisation des Jeux olympiques et des Jeux paralympiques de 2016 à Rio de Janeiro. En 2012, elle a ouvert la succursale brésilienne de Brunswick Group et en a été un Managing Partner jusqu'en 2015. De 2011 à 2015, elle a été investisseuse et présidente du Conseil d'administration de Neemu Internet, un prestataire de technologie de recherche et de conseil pour l'e-commerce. En 2011, elle a fondé Black-Key Venture Creation. De 2001 à 2011, elle a exercé les fonctions de CFO et d'Innovation Director au sein du groupe de journaux Infoglobo. De 1993 à 2001, elle a occupé différentes positions dans plusieurs domaines de presse au sein du Senior Management de Globo Organizations au Brésil. De 1992 à 1993, Ana Paula Pessoa a été professeur assistant et collaboratrice scientifique dans le cadre du programme Stanford University à Florence et a travaillé de 1988 à 1990 à New York et au Bénin pour le programme des Nations Unies en faveur du développement. Elle est titulaire de diplômes en économie et relations internationales ainsi qu'en économie du développement de l'Université de Stanford en Californie.

Renseignements

Adam Gishen, Investor Relations Credit Suisse AG, tél. +41 44 333 71 49, investor.relations@credit-suisse.com

Amy Rajendran, Media Relations Credit Suisse AG, tél. +41 844 33 88 44, media.relations@credit-suisse.com

Credit Suisse

Notre stratégie s'appuie sur les points forts du Credit Suisse : sa position de gestionnaire de fortune de premier plan, ses capacités de banque d'investissement spécialisée et sa forte présence sur notre marché domestique, la Suisse. Nous cherchons à suivre une approche équilibrée de la gestion de fortune, visant à capitaliser à la fois sur l'important réservoir de richesse au sein des marchés matures ainsi que sur la croissance significative de la richesse en Asie-Pacifique et sur d'autres marchés émergents, tout en desservant également les principaux marchés développés, l'accent étant mis sur la Suisse. Le Groupe emploie quelque 46 840 personnes. Les actions nominatives (CSGN) de Credit Suisse Group AG, société-mère du Credit Suisse, sont cotées en Suisse, ainsi qu'à New York sous la forme d'American Depositary Shares (CS). Pour plus d'informations sur le Credit Suisse, veuillez consulter le site www.credit-suisse.com.

Cautionary statement regarding forward-looking information

This document contains statements that constitute forward-looking statements. In addition, in the future we, and others on our behalf, may make statements that constitute forward-looking statements. Such forward-looking statements may include, without limitation, statements relating to the following:

- our plans, objectives, ambitions, targets or goals;
- our future economic performance or prospects;
- the potential effect on our future performance of certain contingencies; and
- assumptions underlying any such statements.

Words such as “believes,” “anticipates,” “expects,” “intends” and “plans” and similar expressions are intended to identify forward-looking statements but are not the exclusive means of identifying such statements. We do not intend to update these forward-looking statements.

By their very nature, forward-looking statements involve inherent risks and uncertainties, both general and specific, and risks exist that predictions, forecasts, projections and other outcomes described or implied in forward-looking statements will not be achieved. We caution you that a number of important factors could cause results to differ materially from the plans, objectives, ambitions, targets, expectations, estimates and intentions expressed in such forward-looking statements. These factors include:

- the ability to maintain sufficient liquidity and access capital markets;
- market volatility and interest rate fluctuations and developments affecting interest rate levels;
- the strength of the global economy in general and the strength of the economies of the countries in which we conduct our operations, in particular the risk of continued slow economic recovery or downturn in the US or other developed countries or in emerging markets in 2018 and beyond;
- the direct and indirect impacts of deterioration or slow recovery in residential and commercial real estate markets;
- adverse rating actions by credit rating agencies in respect of us, sovereign issuers, structured credit products or other credit-related exposures;
- the ability to achieve our strategic goals, including those related to cost efficiency, income/(loss) before taxes, capital ratios and return on regulatory capital, leverage exposure threshold, risk-weighted assets threshold, return on tangible equity, and other targets, objectives and ambitions;
- the ability of counterparties to meet their obligations to us;
- the effects of, and changes in, fiscal, monetary, exchange rate, trade and tax policies, as well as currency fluctuations;
- political and social developments, including war, civil unrest or terrorist activity;
- the possibility of foreign exchange controls, expropriation, nationalization or confiscation of assets in countries in which we conduct our operations;
- operational factors such as systems failure, human error, or the failure to implement procedures properly;
- the risk of cyber attacks on our business or operations;
- actions taken by regulators with respect to our business and practices and possible resulting changes to our business organization, practices and policies in countries in which we conduct our operations;
- the effects of changes in laws, regulations or accounting or tax standards, policies or practices in countries in which we conduct our operations ;
- the potential effects of proposed changes in our legal entity structure;
- competition or changes in our competitive position in geographic and business areas in which we conduct our operations;
- the ability to retain and recruit qualified personnel;
- the ability to maintain our reputation and promote our brand;
- the ability to increase market share and control expenses;
- technological changes;
- the timely development and acceptance of our new products and services and the perceived overall value of these products and services by users;
- acquisitions, including the ability to integrate acquired businesses successfully, and divestitures, including the ability to sell non-core assets;
- the adverse resolution of litigation, regulatory proceedings and other contingencies; and

- other unforeseen or unexpected events and our success at managing these and the risks involved in the foregoing.

We caution you that the foregoing list of important factors is not exclusive. When evaluating forward-looking statements, you should carefully consider the foregoing factors and other uncertainties and events, including the information set forth in "Risk factors" in I – Information on the company in our Annual Report 2017.